

RDC: Les évêques appellent la Ceni à "corriger les graves erreurs"

@rib News, 13/01/2012 â€“ Source AFP Lâ€™Église catholique en République démocratique du Congo a demandé jeudi 13 janvier à la Commission électorale nationale indépendante (Céni) de « corriger impérativement les graves erreurs relevées lors des élections présidentielle et législatives de la fin 2011 ou sinon de démissionner ». La Céni doit avoir le courage de se remettre en question, de corriger impérativement les graves erreurs fustigées (lors du processus électoral) qui ont entamé la confiance de la population en cette institution, sinon de démissionner », écrit la Conférence épiscopale nationale du Congo (Cenco) dans un message publié à l'issue d'une assemblée plénière extraordinaire consacrée à l'analyse du rapport final de sa mission d'observation des élections du 28 novembre de ce pays. Il ressort de ce rapport et des témoignages recueillis de divers diocèses et d'autres sources que le processus électoral est défectueux, beaucoup d'endroits, dans un climat chaotique, écrit la Cenco dans un message adressé aux fidèles catholiques et à l'ensemble du peuple congolais, intitulé « Le courage de la vérité ». « De graves irrégularités », « L'on a noté plusieurs défaillances, des cas de tricheries avérées et vraisemblablement plusieurs incidents malheureux entraînant mort d'homme, des cafouillages, et, à certains endroits, un climat de terreur entretenu et exploité à dessein pour bourrer les urnes », est-il ajouté. « Ce n'est pas tout. Ce qui se passe aussi au niveau de la compilation des résultats des élections législatives est inacceptable. C'est une honte pour notre pays à juger la confiance épiscopale, alors que la Céni a repoussé jeudi de quelques jours la publication des résultats provisoires complets de ce scrutin, initialement prévue ce vendredi. L'élection présidentielle à un tour a été remportée par le chef de l'État sortant Joseph Kabila. Il a devancé l'opposant étienne Tshisekedi qui est autoproclamé après avoir dénoncé de nombreuses irrégularités, constatées également par plusieurs pays et observateurs nationaux et internationaux. « Nous estimons que le processus électoral a été entaché de graves irrégularités qui remettent en question la crédibilité des résultats publiés. Nous demandons aux organisateurs d'avoir le courage et l'honnêteté des conséquences qui s'imposent », poursuivent les évêques, qui ne demandent toutefois pas l'annulation des résultats comme ils avaient réclamé certains candidats battus à la présidentielle. Risque d'une crise grave et difficile à dénouer », « L'on ne construit pas un État de droit dans une culture de tricherie, de mensonge et de terreur, de militarisation et d'atteinte flagrante à la liberté d'expression. Si la démocratie est un pouvoir du peuple par le peuple pour le peuple, l'on doit respecter ce peuple », ajoutent-ils. « Si l'on prend le risque de continuer à gouverner le pays de façon déficiente, les tensions intérieures plus ou moins maîtrisées à court terme culmineront, tôt ou tard, dans une crise grave et difficile à dénouer », s'inquiètent les évêques en préconisant la « voie du dialogue ». Ils recommandent au gouvernement de tirer des leçons de cette débâcle électorale, de prévoir les moyens pour les élections à venir et de les libérer de temps pour un meilleur déroulement ; d'arrêter de puiser dans le trésor public pour des intérêts personnels et de prendre conscience que le peuple veut le changement ».